

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA

# RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE

## DE

# MAURITANIE

**BIMENSUEL**  
Paraissant les 15 et 30  
de chaque mois



**25 DHIELHAJA 1413**  
**15 juin 1993**

**35<sup>e</sup> année**

### Sommaire

#### I - LOIS ET ORDONNANCES

14 juin 1993 ..... Loi n° 93-23 portant amnistie

#### II - DECRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS

##### Présidence de la République

##### *Actes Réglementaires*

30 mai 1993 ..... Décret n° 60-93 instituant une journée fériée

##### *Actes Divers*

8 juin 1993 ..... Décret n° 65-93 portant nomination d'un membre du Gouvernement

8 juin 1993 ..... Décret n° 66-93 portant nomination du Gouverneur de la Banque Centrale de M

##### Premier Ministère

##### *Actes Réglementaires*

23 juillet 1992 ..... Décret n° 80-92 fixant l'organisation et les règles de fonctionnement du commiss

5 juin 1993 ..... Décret n° 075-93 fixant les conditions d'organisation des administrations central  
les modalités de gestion et de suivi des structures administratives

##### *Actes Divers*

30 mai 1993 ..... Décret n° 93-073 portant nomination du directeur de la fondation de sauvegarde

##### Ministère de la Défense Nationale

##### *Actes Divers*

3 juin 1993 ..... Décision n° 1012 portant admission au statut des sous-officiers de carrière

##### Ministère de la Justice

##### *Actes Réglementaires*

5 mai 1993 ..... Arrêté n° R-056 fixant la durée des vacances judiciaires au titre de l'année 1993

##### Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

##### *Actes Réglementaires*

06 mai 1993 ..... Arrêté conjoint n° R 059 portant création d'un comité Provisoire chargé de la prés  
du Patrimoine de l'UNHPM

22 mai 1993 ..... Arrêté conjoint n° R 067 du ..... portant approbation des budgets communaux et la re

26 mai 1993 ..... Arrêté n° 069 portant classement d'espaces vitaux pour 14 agglomérations rurales  
de la Moughataa de Rosso

**Actes divers**

- 28 avril 1993 ..... Arrêté n° 257 rapportant certaines dispositions de l'arrêté n° 0493 du 12 septembre 1992 portant nomination de (14) quatorze sous-officiers et (14) quatorze gardes nationaux.
- 28 avril 1993 ..... Decision n° 906 portant attribution du certificat Inter-Armes (C.I.A.) et majoration de points aux sous-officiers de la Garde Nationale.
- 16 mai 1993 ..... Arrêté n° 269 portant constatation de la cessation définitive de fonction pour cause de trois (3) gardes nationaux.

**Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime****Actes Réglementaires**

- 5 mai 1993 ..... Arrêté n° R-057 portant fermeture de la pêche aux céphalopodes du 1er au 31 mai.

**Actes divers**

- 30 mai 1993 ..... Décret n° 93-072 portant nomination de deux directeurs au ministère des Pêches.

**Ministère des Mines et de l'Industrie****Actes Réglementaires**

- 15 mai 1993 ..... Arrêté n° R-064 portant autorisation d'installation d'une unité de fabrication de d'emballage à Nouadhibou.

**Ministère du Développement Rural et de l'Environnement****Actes Réglementaires**

- 22 mai 1993 ..... Arrêté n° R-66 portant création d'un comité consultatif dans le cadre du projet M.

**Actes divers**

- 15 mai 1993 ..... Arrêté n° R-063 portant nomination du président et des membres de la commission des marchés du ministère du Développement Rural et de l'Environnement.

**Ministère de l'Hydraulique et de l'Energie****Actes Réglementaires**

- 26 mai 1993 ..... Arrêté n° R-068 fixant les prix de vente maximum des hydrocarbures liquides.

**Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et du Sport****Acte Réglementaire**

- 5 mai 1993 ..... Arrêté n° R-055 portant rectificatif de l'article 4 de l'arrêté n° 076 du 23/09/92 portant nomination.

**Actes divers**

- 05 mai 1993 ..... Arrêté n° 261 portant admission d'un fonctionnaire à la retraite.
- 06 mai 1993 ..... Arrêté n° 263 portant nomination de deux professeurs stagiaires de l'Enseignement Supérieur.
- 12 mai 1993 ..... Arrêté n° 264 portant nomination de deux professeurs stagiaires de l'Enseignement Supérieur.
- 15 mai 1993 ..... Arrêté n° 267 portant nomination et titularisation d'un docteur vétérinaire.
- 18 mai 1993 ..... Arrêté n° 271 portant nomination et titularisation d'un professeur de l'Enseignement Supérieur.
- 22 mai 1993 ..... Arrêté n° 276 portant nomination et titularisation d'un ingénieur.
- 22 mai 1993 ..... Arrêté n° 278 portant nomination et titularisation d'un professeur de l'Enseignement Supérieur.
- 22 mai 1993 ..... Arrêté n° 280 portant régularisation de la situation administrative d'un fonctionnaire.
- 24 mai 1993 ..... Arrêté n° 282 portant régularisation de la situation administrative d'un professeur.
- 06 juin 1993 ..... Arrêté n° 287 portant nomination et titularisation d'un docteur en Médecine.
- 07 juin 1993 ..... Arrêté n° 284 portant nomination d'un professeur stagiaire de l'Enseignement Supérieur.

**Ministère de la Santé et des Affaires Sociales****Actes Réglementaires**

- 6 juin 1993 ..... Arrêté n° R-070 portant création d'un centre de la protection de l'enfance.

**Actes Divers**

- 23 mai 1993 ..... Arrêté n° 281 portant nomination d'un surveillant général.
- 06 juin 1993 ..... Arrêté n° R-071 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 648 en date du 17/12/1990 portant nomination et des membres de la commission départementale des marchés du ministère de la Santé.

**Ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique****Actes divers**

- 5 mai 1993 ..... Arrêté n° R-058 autorisant la création d'un institut Islamique dans la moughataa.

**Secrétariat d'Etat Chargé de la Lutte contre l'Analphabétisme et à l'Enseignement Originel****Actes divers**

- 5 mai 1993 ..... Arrêté n° 260 portant nomination des coordinateurs régionaux de l'Alphabétisation et de l'Enseignement Originel.

**Secrétariat d'Etat Chargé de l'Etat Civil****Actes divers**

- 30 mai 1993 ..... Décret n° 93-074 portant nomination de certains fonctionnaires au secrétariat d'Etat.

**III - ANNONCES LEGALES**

## Présidence de la République

**La mise en circulation  
alimentaire destinée**



ART 11 -Le commissaire est investi des pouvoirs nécessaires pour assurer l'organisation, le fonctionnement et la gestion de l'établissement, dans la limite des pouvoirs non dévolus au conseil de surveillance.

A ce titre le commissaire:

- Exerce en toute autonomie l'autorité hiérarchique sur l'ensemble du personnel;
- Dans les conditions prévues par le statut du personnel, nomme à leur poste, fait avancer et révoque les agents du commissariat à la Sécurité Alimentaire;
- Ordonne les budgets et veille à leur bonne exécution;
- Gère le patrimoine de l'organisme;
- Représente le commissariat auprès de la Justice et exerce de ce fait toute action judiciaire;
- Fait appliquer les lois et règlements en vigueur ainsi que les décisions du conseil de surveillance;
- Prépare le programme d'action annuel et pluriannuel, les budgets prévisionnels, le compte d'exploitation et le bilan de fin d'exercice;
- Peut déléguer au personnel placé sous son autorité une partie des pouvoirs qui lui sont confiés ainsi que la signature de documents et correspondances.

ART 12 -Le personnel du Commissariat à la Sécurité Alimentaire comprend:

- Le personnel contractuel régi par le statut du personnel du commissariat, le code de travail et la convention collective;
- Les fonctionnaires et agents auxiliaires en position de détachement régis par le statut du personnel du commissariat en matière de rémunération, et par le statut de leur corps d'origine en matière d'avancement.

#### TITRE III.- TUTELLE ET CONTROLE

ART 13 -Le commissariat à la sécurité Alimentaire est placé sous la tutelle du Premier Ministre.

ART 14 -La tutelle exerce d'une façon générale les pouvoirs d'autorisation, d'approbation, de suspension ou d'annulation.

En particulier elle approuve:

- Le programme annuel et pluriannuel;
- Le budget prévisionnel d'investissement;
- Le budget prévisionnel de fonctionnement;
- Le rapport annuel et les comptes de fin d'exercice;
- Les échelles de rémunération et le statut du personnel.

ART 15 -Le Ministre des finances nomme un Commissaire aux comptes chargé de contrôler la régularité et la sincérité des comptes. Le commissaire aux comptes est convoqué aux réunions du conseil de surveillance ayant pour objet l'arrêt et l'approbation des comptes.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés par le conseil de surveillance.

ART 16 -L'inventaire, le bilan et le compte de chaque exercice doivent être soumis au conseil de surveillance ayant pour un délai de trois mois suivant la clôture de l'exercice. Le commissaire aux comptes, auquel il rend compte du mandat qui lui est confié, signale, le cas échéant, les irrégularités, les inexactitudes qu'il aurait constatées et les fait transmettre simultanément au conseil de surveillance et à la tutelle.

Le bilan et le compte de chaque exercice sont soumis à un audit externe.

#### TITRE IV.- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART 17 -Les ressources du Commissariat à la Sécurité Alimentaire ont comme origine:

- Les ressources propres ou exécutées par le commissaire;
- Les ressources réaffectées par le commissaire dans le cadre de conventions établies, avec un ou plusieurs organismes, en vue de l'exécution de projets mis en oeuvre;
- Les fonds approuvés par le conseil de surveillance, morales, publiques, particulières;
- Les subventions accordées par le conseil de surveillance, morales, publiques, particulières;
- Les dons et legs.

ART 18 -Les budgets prévisionnels du Commissariat à la Sécurité Alimentaire sont soumis à la tutelle. Après leur approbation, ils sont transmis au conseil de surveillance, ils sont traités par le conseil de surveillance et ceci trent fois par an.

ART 19 -L'année financière du Commissariat à la Sécurité Alimentaire se termine le 31 décembre.

ART 20 -La comptabilité du Commissariat à la Sécurité Alimentaire est tenue dans les formes de la comptabilité publique, dans le cadre du plan comptable.

ART 21 -Les excédents d'exploitation sont affectés à un fonds de réserve dont l'usage est décidé par le conseil de surveillance.

ART 22 -Il est institué au Commissariat à la Sécurité Alimentaire une Commission des marchés. Cette commission est présidée par le commissaire adjoint. Le Commissaire adjoint est régi par le statut des marchés publics.

ART 23 -Sont abrogées les dispositions antérieures contraires au présent décret, publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie et suivant la

*Décret n° 075-93 du 6 juin 1993 fixant les conditions d'organisation des administrations centrales et définissant les modalités de gestion et de suivi des structures administratives.*

**ARTICLE PREMIER** - Les services publics de l'Administration Centrale placés sous l'autorité des Ministres, sont organisés et leurs attributions définies dans les conditions fixées par le présent décret.

**ART 2** - Les structures de l'administration centrale sont constituées par les organes suivants: le Cabinet ministériel, le Secrétariat Général, les Services Centraux et les Services Extérieurs. La direction de Cabinet du Secrétaire d'Etat assure les fonctions de Secrétariat Général.

**ART 3** - Le Cabinet du Ministre comprend les Conseillers techniques, une Inspection interne et le Secrétariat particulier du Ministre.

Il peut comprendre en outre, et en tant que de besoin, des chargés de mission, à titre exceptionnel, pour assurer une mission spéciale du département, définie par arrêté du Ministre.

**ART 4** - Les Conseillers techniques sont chargés de l'élaboration, en relation avec la politique du secteur, des études, des notes d'avis et des propositions sur les dossiers qui leur sont confiés par le Ministre;

Un Conseiller sera particulièrement en charge des questions juridiques et aura pour attributions d'examiner les projets d'actes législatifs et réglementaires ainsi que les projets de conventions préparés par les Directions, en collaboration étroite avec la Direction Générale de la Législation, de la Traduction et de l'Edition du Journal Officiel.

**ART 5** - Le nombre des Conseillers techniques sera déterminé par le décret fixant l'organisation du département ministériel; ce nombre doit être suffisamment motivé et tenir compte des normes qui seront fixées par voie d'instructions et de circulaires.

**ART 6** - L'Inspection interne assure, sous l'autorité du Ministre, les missions suivantes :

vérifier l'efficacité de l'ensemble des services des organismes conformément avec la vigueur et avec la d'action du secteur constatées en matière devront être portées l'attention des organes de l'Etat. évaluer les résultats analyser les écarts et suggérer les mesures nécessaires.

**ART 7** - L'Inspection interne inspecteur général assisté par un nombre est fixé par décret d'organisation du Ministère d'activités des services.

L'Inspecteur général a le rang des Directeurs de l'Administration Techniques dans les Ministères.

**ART 8** - Le Secrétariat Particulier du Ministre est réservé au Ministre. Le Secrétaire particulier est dirigé par un Secrétaire particulier de service.

**ART 9** - Le Secrétaire Général contrôle l'application des décisions du Ministre. Il exerce, sous l'autorité du Ministre, la surveillance et établissements publics dont il anime, coordonne et assure le suivi administratif et relations avec les services de circulation de l'information.

Le Secrétaire Général veille à l'exécution des budgets du département et est chargé de la gestion des finances et matérielles du département.

Il peut être chargé des tâches de l'administration concernant la planification, les statistiques, l'informatique et la traduction.

§



La Division peut être subdivisée en sections ou bureaux, par arrêté du Ministre sur proposition du Directeur de l'Administration Centrale concernée, lorsque les nécessités techniques d'organisation du travail le justifient.

La Division est dirigée par un Chef de Division.

ART 12 - Les Directeurs, les Chefs de Service et les Chefs de Division peuvent recevoir, suivant arrêté publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie, délégation du Ministre à l'effet de signer toutes correspondances et toutes pièces relatives à l'activité courante de leur direction, service ou division.

ART 13 - Les emplois fonctionnels d'Inspecteur Général, d'Inspecteur, de Directeur, de Directeur adjoint, de chef de Service ou de Chef de Division sont pourvus par décret du Conseil des Ministres, parmi les agents compétents et expérimentés de la catégorie A. Toutefois, les cadres du secteur parapublic d'un profil équivalent peuvent exceptionnellement être nommés à ces emplois.

Les Chefs de Divisions peuvent également être choisis parmi les fonctionnaires et agents de catégorie B qui ont accompli un minimum de trois (3) années de service effectif.

ART 14 - Les décrets d'organisation sont obligatoirement assortis d'un cadre organique d'emploi.

Le cadre organique est l'acte pour lequel est présenté l'ensemble des effectifs d'emplois nécessaires au fonctionnement du département ministériel, répartis par Directions, Services et Divisions, et aussi par catégories de fonctionnaires et agents.

Le cadre organique d'emploi est établi, compte tenu de l'expansion prévisible des effectifs, pour une durée de trois (3) ans. Il peut être actualisé en fonction des programmes annuels d'activité. Il sert pour l'année considérée de fondement à l'allocation des crédits budgétaires nécessaires aux émoluments et salaires inscrits au budget de l'Etat.

La comparaison entre le cadre organique et le cadre défini ci-dessus et les écarts constatés doivent être soumis au Conseil ministériel doit donner des recommandations nécessaires.

ART 15 - Il est institué un Conseil de Direction et un Conseil d'avancement des travaux.

Le Conseil de Direction est présidé par le Ministre ou par délégation, le Secrétaire Général du Département, le Secrétaire Général du Service, les Conseillers et se réunit, obligatoirement, tous les quinze jours.

Les Directeurs de Service, les Chefs de Service et les responsables des organismes sont invités à participer aux travaux du Conseil de Direction une fois par semestre.

ART 16 - Toutes dispositions relatives à l'organisation, présent décret et notamment les dispositions créant et organisant des services administratives dans les départements ministériels.

ART 17 - Les Ministres, le Secrétaire Général du Département, le Secrétaire Général du Service, chacun en ce qui le concerne, appliquent le présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

#### Actes Divers

*Decret n° 93-073 du 30 Mars 1993*  
*du directeur de la Fondation Nationale pour les Anciennes*

ARTICLE PREMIER - La Fondation Nationale pour les Anciennes - Monsieur le Directeur de la Fondation Nationale pour les Anciennes - d'un D.E.A.

ART 2 - Le présent décret est publié au Journal Officiel.



## Ministère de la Défense Nationale

## ACTES DIVERS

*Décision n° 1012 du 3 juin 1993 portant admission au statut des sous-officiers de carrière.*

ARTICLE PREMIER - Les sous-officiers dont les noms et matricules suivent sont admis au bénéfice du statut des sous-officiers de carrière à compter du 1er janvier 1993.

les adjudants - chefs:

Mohamed Lemine	
ould Taleb	72035 BCS
Mohamed ould Abdel	
Vettah ould Bih	69011 CFTA
Ahmed Salem	
ould Sid'Ahmed	73095 B R
Laghdaï ould Die	70 056 B B
feilil ould Mohamed	66 061 5° RM

adjudants:

Sow Ousmane  
Massamba Gueye  
Ahmed ould Jiddou  
Mohamed ould  
Mohamed Salem  
Le sergent - chef:  
Ahmedou Yeslem  
ould Mohamed

ART 2.- Le Chef d'Etat - est chargé de l'exécution sera enregistrée, publiée besoin sera et au Journal Islamique de Mauritanie.

## Ministère de la Justice

## ACTES REGLEMENTAIRES

*ARRÊTÉ n° R - 056 du 5 mai 1993 fixant la durée des vacances judiciaires au titre de l'année 1993.*

ARTICLE PREMIER - Les vacances judiciaires au titre de l'année 1993 commenceront le 16 juillet et prendront fin le 16 octobre 1993.

ART.2. - Le calendrier des audiences de vacations sera fixé ultérieurement.

ART.3. - Les juges de vacation seront désignés 51 et 52 de l'ordonnance n° abrogeant et remplaçant 28 décembre 1981 portant Magistrature.

ART.4. - Le présent arrêté Officiel de la République

## Ministère de l'Interieur, des Postes et Telecommunications

## ACTES REGLEMENTAIRES

*ARRÊTÉ CONJOINT n°R 059 du 06 mai 1993 portant création d'un comité Provisoire chargé de la Préservation du Patrimoine de l'UNHPM.*

ARTICLE PREMIER - Il est créé sous la supervision de la commission administrative, un comité provisoire chargé de la préservation du Patrimoine de l'UNHPM en attendant la mise en place de ses instances dirigeantes.

ART -2- Le comité provisoire se compose de :

Président :  
Le Wali de Nouakchott  
Vice-Président : Le Wali Mouçaïd chargé des Affaires Sociales,  
Membres

Le Directeur Régional de la Sécurité Nationale de la Wilaya de Nouakchott.  
-Le Directeur Régional des affaires Sociales et de la Santé  
-Le chef de Service Social Régional;

ART 3- La mission du Comité  
- Inventorier le patrimoine  
- Procéder à la mise en place des meubles et immeubles, comptes en banques.  
- Remettre l'ensemble au Comité National des handicapés.  
ART -4- La Commission arrêtera conjointement n° R037 d'arrêté de supervision de l'action du

ART 5 - Les Secrétaires C de l'Interieur, des Postes et T Santé et des Affaires Sociales qui le concerne de l'exé sera publié, au Journal Islamique de Mauritanie

**ARRÊTE CONJOINT n°R 067 du 22 mai 1993**  
portant approbation des budgets communaux et la  
reconduction d'autres

**ARTICLE PREMIER** Sont approuvés au titre de  
l'exercice budgétaire 1993 les budgets des communes  
suivantes qui s'équilibrent en recettes  
et en dépenses à :

KIFFA	27 661 840
CHINGUTTI	3 840 914
AKJOUJT	6 230 000
KAEDI	36 847 575
ROSSO	35 388 292
MOUDJERIA	1 660 352
TICHTT	1 188 000
BASSIKNOU	2 751 229
OUALATA	971 954
AMOURI	1 232 200
GUEROU	4 995 000
ZOUERATE	22 564 400
BOUTILIMTT	7 581 499
KOBENY	2 195 000
AIOUN	8 559 080
IMBEDRA	9 775 200
TIDJIKJA	9 784 000
DJIGUENY	3 829 984
AOUEFT	1 478 316
BARKEOL	2 113 607

**ART 2** Sont reconduits pour l'exercice budgétaire  
1993, les budgets de 1992 des communes suivantes qui  
s'équilibrent en recettes et dépenses à :

NEMA	10 829 950
OUAD NAGA	3 031 995
TINTANE	5 525 129
BOUMDEID	830 097
MBOUT	4 838 000
MOUGUEL	1 336 291
MAKTA LAIJAR	5 485 91
IMBEDRA	2 460 700
ELIZ	5 536 450
MBAGNE	1 566 165
MAGHAMA	2 654 200
KEUR-MACENE	3 261 676

**ART 3-** Le présent arrêté conjoint sera publié au  
Journal Officiel de la République Islamique de  
Mauritanie

**ARRETE n° 069 du 26 mai 1993**  
d'espaces vitaux pour 14  
relevant de la Moughataa de

**ARTICLE PREMIER** Sont  
vitaux pour les agglomérations  
suivent :

- 1 Gndaghar
- 2 M'Bothio Tezaya et M'b
- 3 Sokam
- 4 Fass
- 5 Djigueina
- 6 Lourine
- 7 Keur Madiké
- 8 Baghdad
- 9 Keur Mour
- 10 Thiambene
- 11 Garack
- 12 Ch'gara
- 13 R'gheiwatt
- 14 Jidrel Mohguen Sattar

**ART 2** Les limites exactes  
feront l'objet d'un plan de  
conservation à la direction  
l'enregistrement

**ART 3** Le Wali du Trarza  
du présent arrêté qui sera  
de la République Islamique

#### ACTES DIVERS

**ARRETE n° 257 du 28 avril 1993**  
certaines dispositions de l'  
/EMGN du 12 septembre 1993  
(14) quatorze gardes nationaux

**ARTICLE PREMIER** Les  
et 2 de l'arrêté n° 493 du 1993  
révocation de (14) quatorze  
quatorze gardes nationaux  
Sont rapportées en ce qui  
quatorze (14) sous officiers  
(14) gardes nationaux,

ART 2- Sont à la retraite d'ancienneté pour le premier et proportionnelle pour les sept (7) septembre 1988 les sous-officiers et gardes nationaux dont les noms et matricules figurent ci-dessous :

NOMS ET PRENOMS	MLES	GRADES	INDICE
MED OULD SIDI MOUSSA	1945	BRGDIER	340
BRAHIM OULD AMAR	2189	B /C	320
CHEIBANY OULD AHMED	1840	A /C	470
CHEIKH OULD SIDI AHMED	1767	ADJT	440
HADY O/ MOHAMED EL ABD	1829	B/C	380
EL HOUSSEINE O/ MOHAMED	3360	GARDE	270
AHMED SALEM O/ SIDI AHMED	2107	B/C	360
MOUSSA OULD AHMED	2082	GARDE	290

ART 3- Le transport des intéressés ainsi que les membres de leurs famille du lieu de résidence au lieu de recrutement est à la charge de l'Etat Major de la Garde Nationale

ART 4- Le certificat de bonne conduite leur sera délivré sur leur demande

ART 5- Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie

*DECISION N°906 du 28 avril 1993 portant attribution du certificat Inter-Armes (C.I.A ) et majoration indiciaire à trois (3) sous-officiers de la Garde Nationale.*

ARTICLE PREMIER -Le C.I.A (C.I.A ) est attribué à trois (3) sous-officiers de la Garde Nationale dont les matricules suivent:

NOM ET PRENOMS	GRADE	MLES	MAJORATION
Mountaghathiam	Badier	5205	40 Points
Abdel aziz ould boubacar	"	5202	40 Points
Famory keita	"	5722	40 Points

ART 2 -Les intéressés auront droit à la majoration indiciaire afférente à ce diplôme.

ART3 - La présente décision sera publiée au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie

**ARRÊTE N°269 du 16 mai 1993 portant constatation de la cessation définitive de fonction pour cause de décès de trois (3) Gardes nationaux.**

**ARTICLE PREMIER**  
définitive de fonction p  
nationaux figurant au t

NOMS ET PRENOMS	GRADES	MLES	DATE DE DECES
Abdelhadi ould Namoti	Garde	5310	6/01/1993
Mahfoudh ould Hassen	" "	5325	11/02/93
Mohamed Abderrahmane ould Mohamed	" "	5407	14/2/93

**ART 2** Les familles des intéressés auront droit au paiement de trois (3) mois de secours et une pension viagère

**ART3** Le présent ar  
officiel de la République

**Ministère des Pêches et de l'Economie  
Maritime**

**ACTES REGLEMENTAIRES**

**ARRÊTE n° R - 057 du 5 mai 1993 portant fermeture de la pêche aux céphalopodes du 1er au 31 mai inclus de l'année 1993.**

**ARTICLE PREMIER** La pêche des céphalopodes et des espèces demersales susceptibles d'être capturées accessoirement à l'occasion de ladite pêche, est fermée du 1er au 31 mai inclus de l'année 1993 dans la zone maritime comprise entre les parallèles 20° 36 N (CAP BLANC) et 16° 04 N (N'DIAGO)

**ART 2** Le présent arrêté prend effet à compter du 1er mai 1993

**ART 3** Le Secrétaire Général du Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime, le Directeur de la Pêche industrielle, le Directeur de la pêche artisanale et le directeur de la commande de pêche sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ACTES DIVERS**

**Décret n° 93- 072 du 14 de deux directeurs au l'Economie Maritime.**

**ARTICLE PREMIER** Son  
Pêches et de l'Economie

**ADMINISTR**

**Directeur de la Pêche A**  
**Fadel ould Cheikh Saad**  
en études bancaires  
**Directeur de la Marine l**  
**ould Khaled, administr**

**ART 2** Le présent décr  
avril 1993 et sera publi  
République Islamique d

**Ministère des Mines et de l'Industrie**

**ACTES REGLEMENTAIRES**

**ARRÊTE n° R - 064 du 15 mai 1993 portant autorisation d'installation d'une unité de fabrication de carton d'emballage à Nouadhibou**

**ARTICLE PREMIER** La société de pêche Industrielle et d'emballage (SPIE) est autorisée à compter de la date de signature du présent arrêté, à installer une unité industrielle de fabrication de carton d'emballage à Nouadhibou, conformément aux dispositions de l'article 1er du décret n°85.164 du 31/7/1985.

**ART.2.** La société de pêche Industrielle et d'emballage (SPIE) est tenue d'employer 50 travailleurs permanents.

A cet effet, elle doit présenter au Ministère chargé de l'Industrie dans les trois (3) mois après la date de mise en exploration de l'usine,

le document de la caiss  
attestant, l'emploi de c  
l'autorisation lui sera re

**ART.3** La date de n  
prévue à l'article 2 ci -  
au Ministre chargé de l  
projet

**ART.4** La société  
d'emballage (SPIE) es  
contrôle exigé par le ser  
Elle est tenue en outre  
du décret n° 85.164

application de l'ordonn  
subordonnant l'exer  
industrielles à autorisa

**ART.5** - Le secrétair  
Mines et de l'Industrie  
présent arrêté qui sera p

## Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

## ACTES RÉGLEMENTAIRES

**ARRÊTE n° R - 66 du 22 mai 1993 portant création d'un comité consultatif dans le cadre du projet Maghama Décrué**

**ARTICLE PREMIER** - Il est créé, dans le cadre du projet Maghama Décrué ( FIDA accord de prêt n° 318 MR) un comité consultatif.

**ART.2** - Le comité consultatif présidé par le Secrétaire Général du Ministère du développement Rural et de l'Environnement est composé comme suit:

- un représentant du Ministère du Plan  
le directeur Général de la SONADER
- un représentant du PNUD
- les représentants élus des bénéficiaires ( un par bief)
- le chef de l'unité d'animation et de coordination du projet (UACP)

**ART.3.** - Le Comité consultatif aura pour rôle de faire le point et réfléchir périodiquement sur la pertinence des actions menées par le projet, compte tenu des objectifs du projet fixé par le Gouvernement et des aspirations exprimées par les bénéficiaires afin d'informer les Ministres de tutelle des grands problèmes soulevés.

Il donne un avis sur les solutions préconisées par les responsables du projet.

**ART.4.** - Le Comité consultatif se réunit deux fois par an dont une fois au moins dans la zone de Maghama. Il examinera les rapports semestriels et annuels présentés par le projet et la cellule de suivi - Evaluation de la SONADER

Il examinera et approuvera le budget annuel du projet.

**ART.5.** - Le Secrétariat du comité consultatif sera assuré par le chef de l'UACP.

Les rapports semestriels et annuels seront transmis dès leur sortie par le Directeur Général de la SONADER aux membres du comité consultatif. Le Directeur Général de la SONADER convoquera par la même occasion la réunion du comité consultatif.

En fonction de l'ordre du jour, le comité consultatif peut inviter à la consultation, d'autres personnes impliquées dans le projet ; les bailleurs de fonds du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement, les habitants de Sélibaby.

**ART.6.** - Le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement, le Secrétaire général du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Élevage, chacun en ce qui le concerne, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## ACTES DIVERS

**ARRÊTE n° R - 063 du 15 mai 1993 portant nomination du Président de la Commission départementale de l'Environnement**

**ARTICLE PREMIER** - La Commission départementale de l'Environnement est constituée ainsi qu'il suit:

**PRESIDENT** - Amadou Hadya K.

**VICE PRESIDENT** - Fall Housseynou,

**MEMBRES:**

- Mohamed Mahmo
- administratif et financier
- Cheikhould Dih,
- des ressources agricoles
- Dahmoudould Ma
- l'environnement et
- l'espace rural
- Elyould Ahmedou
- formation vulgaris
- Hamoudould Did
- de planification

**ART 2** - Le Secrétariat Général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de Mauritanie.

## Ministère de l'Hydraulique et de l'Energie

## ACTES RÉGLEMENTAIRES

ARRÊTÉ n° R - 068 du 26 mai 1993 fixant les prix de vente maximum des hydrocarbures

ARTICLE PREMIER. - Les prix de vente des hydrocarbures liquides livrés à la sortie du dépôt sont :

PRIX RENDUS, PRIX EX - DEPOT, FONDS DE SOUTIEN  
DEPOT MEPP NOUAKCHOTT (UM/HL)

	Fuel - oil	Gasoil (MI)	Pétrole	Kérosène	Or
PRIX RENDU	1070,56	2228,43	2173,14	2173,14	239
PRIX EX - DEPOT	2937,04	4764,13	3264,94		790
FONDS DE SOUTIEN		940,00			890

## DEPOT MEPP OU POINT CENTRAL NOUADHIBOU (UM/HL)

	G. O Pêche	Gasoil (MI)	Pétrole	Kérosène
PRIX RENDU PC	1781,11	2142,25	2014,91	2014,91
PRIX EX - DEPOT	2376,46	4459,91	3008,52	
FONDS DE SOUTIEN		940,00		

## DEPOT ZOUEBAT (UM/HL)

	Gasoil	Pétrole
PRIX RENDU PC	2142,25	2014,91
PRIX EX - DEPOT	4857,84	3322,34
Fonds de soutien	986,11	

## PRIX MAXIMUM A LA POMPE EN UM/LITRE

	ESSENCE SUPER	ESSENCE ORDINAIRE	PETROLE LAMPANT
ABDEL BAGROU	99,1	96,7	49,3
AIN FARBA	93,6	91,4	44,0
AOUN EL ATROUSS	93,3	91,1	43,7
AKJOUJT	87,2	85,1	37,9
ALEG	86,3	84,2	37,0
ATAR	90,5	88,3	41,1
AJOUR	85,5	83,5	36,2
ACHRAM	88,7	86,5	39,3
BOGHE	87,1	85,0	37,8
BABABE	87,5	85,4	38,1
BASSIKOUNOU	100,2	97,8	50,4
BOUSTEILLA	96,8	94,5	47,2
BOUTILIMITT	84,9	82,8	35,6
CHINGUETI	92,4	90,1	43,1
CHOGGAR	86,9	84,8	37,6
CHOUH		80,1	32,6
DJIGUENI	96,8	94,5	47,1
DOUERARA	92,8	90,5	43,2
EL GHARA	89,2	87,0	39,7
F'DERIK		80,3	34,7

	ESSENCE SUPER	ESSENCE ORDINAIRE	PETROLE LAMPANT
IDINI	83,8	81,7	34,5
KAEDI	88,4	86,2	39,0
KIFFA	90,7	88,5	41,2
KANKOSSA	92,2	90,0	42,8
KAMOUR	90,3	88,1	40,8
GUERROU	89,9	87,8	40,5
M'BOUT	90,7	88,5	41,2
MAGHTALAHJAR	87,6	85,5	38,3
MEDERDRA	85,4	83,3	36,2
MOUDJERIA	89,8	87,6	40,4
NEMA	96,8	94,5	47,1
NOUADHIBOU		79,1	31,6
NOUAKCHOTT	83,4	81,4	34,1
OUAD NAGHA	83,7	81,7	34,5
R'KIZ	87,2	85,1	37,9
ROSSO	85,5	83,5	36,2
SANGRAVA	88,1	86,0	38,7
SELIBABY	92,3	90,1	42,8
TIDJIKJA	92,3	90,1	43,0
TINTANE	92,4	90,2	42,9
TIMBEDRA	95,5	93,2	45,8
TIGUINT	84,3	82,3	35,1
ZOUERATT		80,3	34,7

ART. 2. - Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° R - 084 MIE/MCAT en date de

ART. 3. - Les secrétaires généraux du ministère de l'Hydraulique et de l'Energie, du m  
l'Artisanat et du Tourisme, le Wali de Nouakchott, les Walis des Wilayas et les Haks  
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publi  
République Islamique de Mauritanie.

Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et de

#### ACTES REGLEMENTAIRES

ARRÊTE n° R 055 du 5 mai 1993 portant rectificatif  
de l'article 4 de l'arrêté n°076 du 23 /09 /92 portant  
équivalence de diplômes

ARTICLE PREMIER - Est rectifié l'article 4 de  
l'arrêté n°076 du 23 /09 /92 portant équivalence de  
diplômes comme suit.

Au lieu de : Est équivalent au diplôme d'études  
supérieures, le D E S licence (ou des titres reconnus  
équivalents).

Lire - Article 4 (nouveau)  
requis pour l'accès au corps  
du génie civil et des tec  
diplôme d'études supérieures  
urbanisme, obtenu après le  
(ou les titres reconnus Equi  
Les restes sans changemen

ART.2. - Le présent arrêté  
Officiel de la République Isl

## ACTES DIVERS

**ARRÊTE n° 261 du 5 mai 1993 portant admission d'un fonctionnaire à la retraite.**

**ARTICLE PREMIER.** - Monsieur Chighaly Ould Mohamed infirmier diplômé d'Etat atteint par la limite de services, est à compter du 1er janvier 1993 radié des cadres et admis à faire valoir ses droits à pension.

**ART 2.** - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTE n° 263 du 6 mai 1993 portant nomination de deux Professeurs stagiaires de l'Enseignement Supérieur.**

**ARTICLE PREMIER.** - Les personnes ci-dessous désignées de nationalité Mauritanienne, professeurs auxiliaires à l'I.S.S., sont nommés professeurs stagiaires de l'enseignement supérieur niveau A2 1er échelon (indice 1100) conformément aux indications suivantes:

à compter du 2/2/92

- Mohamed Ould Ahmed Ould Djegue, né en 1961 à Timbédra en service à l'I.S.S. depuis le 2/02/92, titulaire du diplôme de doctorat de 3 cycle en physique-chimie des matériaux de l'E.N.S de Takkadoun/Rabat.

- Mohamed Vall Ould El Kebir, né en 1964 à Timbédra en service à l'I.S.S. depuis le 2/02/92 titulaire d'un doctorat de 3° cycle en biologie (physiologie végétale) de l'E.N.S de Takkadoun/Rabat  
Durée du stage est de 2 ans

**ART 2.** - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie

**ARRÊTE n° 264 du 12 mai 1993 portant nomination de deux professeurs stagiaires de l'Enseignement Supérieur.**

**ARTICLE PREMIER.** - Les Professeurs dont les noms suivent, détachés auprès de l'université de Nouakchott pour exercer la fonction de professeurs sont nommés professeurs stagiaires de l'Enseignement supérieur niveau A1, 2° échelon (indice 1060) pendant deux ans.

à compter du 1/1/92

- Mohamed Ould Abdi Professeur licencié 4° échelon (indice 1050) depuis le 13/3/91, titulaire de l'attestation d'admission en 1er année de Magister de géographie de l'Université d'Alger /Algérie

571

à compter

- Hasni Ould Lefghih Prof (indice 1050) depuis l'attestation d'admission à l'Université d'Alger (option 83-233

**ART 2.** - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie

**ARRÊTE n° 267 du 15 mai 1993 portant nomination et titularisation d'un Docteur vétérinaire auxiliaire.**

**ARTICLE PREMIER.** - Monsieur Moubareck, Docteur vétérinaire auxiliaire, est nommé provisoirement Docteur vétérinaire d'Alger en Algérie à la même date du point de vue du 30/3/93 du point de vue de la titularisation (indice 900) AC néant.

**ART 2.** - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie

**ARRÊTE n° 271 du 18 mai 1993 portant nomination et titularisation d'un Docteur en médecine.**

**ARTICLE PREMIER.** - Monsieur Moubareck, Docteur en médecine, est nommé provisoirement Docteur en médecine de l'Institut de Constantines, Algérie, à la même date du point de vue de la titularisation (indice 900) à compter de la date de la nomination.

**ART 2.** - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie

**ARRÊTE n° 276 du 22 mai 1993 portant nomination et titularisation d'un Ingénieur auxiliaire.**

**ARTICLE PREMIER.** - Monsieur Hamed, Ingénieur auxiliaire, est nommé provisoirement Ingénieur rural 2° classe 1er échelon à la même date du point de vue de la titularisation (indice 900) à compter de la date de la nomination.

**ART 2.** - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie



**ARRÊTE n°278 du 22 mai 1993 portant nomination et titularisation d'un professeur de l'Enseignement Secondaire.**

**ARTICLE PREMIER** Monsieur Bahaya Ould Ahmed Ould Toueinsy, professeur de collège de 3<sup>e</sup> échelon (indice 820) depuis le 1/7/91, titulaire du certificat d'aptitude au professorat de l'Enseignement Secondaire de l'Ecole Normale supérieure de Nouakchott, est nommé et titularisé professeur de l'Enseignement secondaire de 2<sup>e</sup> échelon (indice 890) à compter du 1/10/92 du point de vue salaire et à compter du 25 juin 1992 du point de vue ancienneté.

**ART 2.** Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTE n°280 du 22 mai 1993 MEPTJS /DFP portant régularisation de la situation Administrative d'un fonctionnaire**

**ARTICLE PREMIER** Monsieur Bouyagui Camara, Ingénieur de l'Economie Rurale est à compter du 1/10/90 mis en position de stage pour suivre une formation de deux (2) ans à l'Université Senghor en Egypte.

**ART 2** -Il est mis fin à compter du 28/2/93 à sa mise en position de stage de l'intéressé qui est remis à la disposition du Ministère du développement Rural et de l'Environnement.

**ART 3** - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTE n° 282 du 24 mai 1993 portant régularisation de la situation administrative d'un professeur**

**ARTICLE PREMIER** MONSIEUR ABDALLAH Ould Youba Ould Kalifa, professeur de collège, est à compter du 20/11/84, mis en position de stage pour suivre une formation de 7 ans en France.

**ART 2** -Il est mis fin à compter du 28/2/93 à sa mise en position de stage de l'intéressé qui est remis à la disposition du Ministère du développement Rural et de l'Environnement.

**ART 3** -Le Présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTE n°287 du 6 juin 1993 portant nomination et titularisation d'un docteur en Médecine**

**ARTICLE PREMIER** - Monsieur Babaha, Docteur en Médecine, est nommé et titularisé docteur en Médecine de l'Institut National de Santé Publique à compter du 13 juillet 1992 du point de vue salaire et à compter du 1<sup>er</sup> /10/92 du point de vue ancienneté, nommé et titularisé docteur en Médecine de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (indice 1010).

**ART 2** -Le Présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTE n°284 du 7 juin 1993 portant nomination et titularisation d'un professeur stagiaire**

**ARTICLE PREMIER** - Monsieur Mouhamed El Hassene, est nommé et titularisé professeur stagiaire de l'université de Nouakchott à compter du 1<sup>er</sup> /8/89, titulaire de diplôme de spécialisées de l'université de Nouakchott à compter de la même date de l'Enseignement Supérieur (indice 1010) pendant deux (2) ans.

**ART 2** -Le Présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## ACTES REGLEMENTAIRES

## Ministère de la Santé et des Affaires Sociales

**ARRÊTÉ n° R- 070 du 6 juin 1993 portant création d'un centre de la protection de l'Enfance.**

**ARTICLE PREMIER** Il est institué un centre de la protection de l'Enfance à Nouakchott.

**ART 2.** Le centre est rattaché à la direction des Affaires Sociales.

**ART 3.** Le centre de la protection de l'Enfance a pour mission :

- l'Accueil, la rééducation et l'insertion des enfants et jeunes mineurs migrants en danger moral ou délinquants  
- l'application de la politique de prévention et de protection de l'enfance en danger moral  
- la lutte contre toute forme de déviance ou de délinquance infantile  
- l'organisation des programmes éducatifs et des loisirs au profit des enfants du centre  
- un appui à la réhabilitation aux membres de la famille des enfants concernés.

**ART.4.** Le centre reçoit :  
- les enfants sans abris  
- les enfants orientés par les services sociaux  
- les enfants transférés par la police

**ART.5.** Les centres de la protection de l'enfance est dirigé par un directeur spécialisé dans le domaine de la sauvegarde de l'enfance délinquante.

**ART.6.** Le directeur du centre est nommé par arrêté du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

**ART.7.** Il est chargé de la gestion administrative et pédagogique du centre;

**ART.8.** Les modalités de fonctionnement du centre seront définies dans le règlement intérieur.

**ART.9.** Le Secrétaire Général du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales et la directrice des Affaires Sociales sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## ACTES DIVERS

**ARRÊTÉ n° 281 du 23**

**ARTICLE PREMIER** Le médecin social de 1<sup>er</sup> et de 2<sup>e</sup> classe du 11 août 1990 nommé à l'hôpital régional de Kiffissia.

**ART 2.** Le présent arrêté est publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° R- 071 du 6 juin 1993 remplaçant l'arrêté n° 070 du 6 juin 1993 portant nomination du Président de la commission départementale de la Santé et des Affaires Sociales.**

**ARTICLE PREMIER** Les dispositions du 17 septembre 1990 sont abrogées par les dispositions suivantes.

**ART 2.** La commission départementale de la Santé et des Affaires Sociales est composée comme suit :

**PRESIDENT**  
Mohamed Ould Mohamed

**VICE PRESIDENT**  
Dr Isselhou ou  
administratif et  
Santé et des Affaires

**MEMBRES :**  
Dr Ba Ibrahim,  
du Médicament  
Dr Kane Ibrahim  
sanitaire  
Dr Mena ou  
planification et  
Abdallahi ou  
de l'Union de la  
population  
Vatimetou mint  
Ministère de la Santé

**ART 3.** Le contrôleur financier le directeur du finances s'agissant des marchés de l'Etat; le directeur de s'agissant des marchés de l'Etat; les observateurs per commission.

**ART.4.** Le présent arrêté est publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## ACTES DIVERS

## Ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique

**ARRÊTÉ n° R- 068 du 6 juin 1993 autorisant la création d'un institut Islamique dans la Moughataa de Timbedra**

**ARTICLE PREMIER** Monsieur Taher Ould Limam ould Mohamed Teyib est autorisé à ouvrir un institut Islamique au Hodh Ech Charghi Moughataa de Timbedra, commune d'Aouneinatt Zbil dénommé "institut Al Fourghan" pour l'enseignement des sciences du Hadith et du coran.

**ART.2.** L'institut prodiguera des enseignements dans les domaines des sciences de la Charia Islamique et de la langue arabe.

**ART 3.** Le directeur de l'orientation est responsable de l'orientation des plans culturels et scientifiques.

**ART 4.** Le secrétaire de la culture et de l'orientation du Hodh Ech Charghi sont concernés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

### Secrétariat d'Etat Chargé de la Lutte contre l'Analphabétisme et à l'Enseignement Originel

**ACTES DIVERS**

**ARRÊTE n° 260 du 5 mai 1993 portant nomination des coordinateurs régionaux de l'Alphabétisation et de l'Enseignement Originel**

**ARTICLE PREMIER** - So  
régionaux de l'Alphabét  
originel les fonctionn  
affectations figurent au t

	Noms et Prénoms	grade	Matricule	date d'affectation
1	Mohamed El Moustapha O/ Mahmoud	prof	45766U	10/11/1992
2	Med Lemine O/ Med Ahmed	Moua	31832Z	20/09/1992
3	Elbou O/ Ahmed Salem	"	54042Q	5/09/1992
4	Taleb O/ Med Jiddou	prof Adj	40393E	1/08/1992
5	Med Abu O/ El Marwani	Moua	48144H	14/5/1992
6	Cheikh Sid 'Ahmed O/ Medallah	Prof		01/10/1992

**ART.2.** - Le directeur du cabinet du Secrétaire d'Etat chargé de la Lutte contre l'Enseignement Originel est chargé de l'exécution du présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

### Secrétariat d'Etat Chargé de l'Etat Civil

**ACTES DIVERS**

**Décret n° 93-074 du 30 mai 1993 Portant nomination de certains fonctionnaires au Secrétariat d'Etat chargé de l'Etat Civil.**

**ARTICLE PREMIER** - Sont nommés au Secrétariat d'Etat chargé de l'Etat Civil les fonctionnaires dont les noms suivent:

#### CABINET DU SECRÉTAIRE D'ETAT:

##### INSPECTION GENERALE

**Inspecteurs:**

- Diallo Amadou Samba administrateur civil, précédemment en service au Ministère de l'Intérieur des Postes et Télécommunications.
- Cheikhani ould Bouh, administrateur civil, précédemment en service au Ministère de l'Intérieur des Postes et Télécommunications.
- Khadijetou mint Boubou, attaché d'Administration générale, précédemment en service au Ministère de l'Intérieur des Postes et Télécommunications

**DIRECTIO**

Chef de service  
Mohamed El M  
d'Administrati  
en service au M  
Postes et Téléc

#### DIRECTIO ET DE LA RÉ

Chef service de  
Abdallahi Sal  
d'Administrati  
en service au M  
Postes et Téléc  
Chef service de  
Amadou Tidjar  
générale, précé  
Ministère de l'  
Télécommunica

**ART.2.** - Le présent arr  
Officiel de la République